

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



UEC1 377



Distr.
GENERALE

A/32/477
17 décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Points 72 et 100 de l'ordre du jour

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT :
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA COOPERATION
TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Incidences administratives et financières du projet de résolution II
recommandé par la Deuxième Commission (A/32/457, par. 14)

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Peter BELYAEV (République socialiste soviétique
de Biélorussie)

1. A sa 63ème séance, le 14 décembre 1977, la Cinquième Commission a examiné, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, un état des incidences administratives et financières (A/C.5/32/75 et Add.1) du projet de résolution II recommandé par la Deuxième Commission (A/32/457, par. 14).
2. Aux termes du septième alinéa du préambule, l'Assemblée générale prendrait note des rapports du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement sur ses première et deuxième sessions 1/. Aux termes du paragraphe 1, l'Assemblée déciderait de convoquer la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement à Buenos Aires du 30 août au 12 septembre 1978. Aux termes du paragraphe 2, l'Assemblée approuverait le programme d'activités envisagé dans les recommandations relatives au budget de la Conférence, qui sera financé au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, recommandations qui figurent dans le rapport du Secrétaire général de la Conférence 2/.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session,
Supplément No 42 (A/32/42).

2/ A/CONF.79/PC/8 et Add.1.

3. Dans l'état d'incidences financières, le Secrétaire général indiquait que si l'Assemblée générale approuvait le projet de résolution, il faudrait ouvrir un crédit de 791 500 dollars au chapitre 4 et inscrire une somme de 132 000 dollars au chapitre 25 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de même montant au chapitre premier des recettes. Le Secrétaire général estimait en outre à 962 400 dollars le coût total des services de conférence nécessaires, y compris ceux qui seraient assurés grâce aux ressources déjà prévues.

4. Dans un rapport connexe, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/32/8/Add.24) recommandait de réduire de 54 100 dollars les crédits à inscrire au chapitre 4 et de 12 000 dollars les sommes à inscrire au chapitre 25 et au chapitre premier des recettes.

5. Les observations faites au cours de l'examen de cette question sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/32/SR.63).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

6. La Cinquième Commission a décidé, par consensus, d'accepter les recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/32/8/Add.24), et d'informer l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution II recommandé par la Deuxième Commission (A/32/457, par. 14), il faudra inscrire un crédit supplémentaire de 737 400 dollars au chapitre 4 et une somme supplémentaire de 120 000 dollars au chapitre 25 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979, cette dernière opération étant compensée par l'inscription d'une somme de 120 000 dollars également au chapitre premier des recettes, et que le montant des crédits à inscrire au chapitre 23 pour couvrir le coût des services de conférence, qui ne devrait pas dépasser 962 400 dollars, sera indiqué dans un état récapitulatif qui sera présenté vers la fin de la présente session de l'Assemblée générale.
